

## SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - A FIN JUIN 2024 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances au cours du premier semestre de l'année 2024 s'est déroulée dans un contexte marqué par la faible inflation qui est revenue à +0,9% en moyenne des cinq premiers mois de l'année 2024, son plus bas niveau depuis juin 2021, après +8,8% au cours de la même période de l'année 2023. En outre, et en dépit d'une nouvelle année agricole défavorable, l'activité économique poursuit son affermissement, tirée notamment par la reprise du secteur secondaire, en particulier le BTP, l'énergie et les industries extractives, et par le dynamisme continu des services.

Dans ces conditions, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un déficit budgétaire de 27,5 MM.DH, contre 27,8 MM.DH un an auparavant. Cette évolution reflète une progression des recettes (+14,3 MM.DH) plus importante que celle des dépenses (+13,9 MM.DH).

### RECETTES

#### Amélioration des recettes fiscales ...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 48,9% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF) et une hausse de 14,3 MM.DH (+9,4%) comparativement à fin juin 2023.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 56% et une progression soutenue de 14,9 MM.DH (+10,9%). Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont chiffrés à 10,3 MM.DH contre 7,9 MM.DH à fin juin 2023.

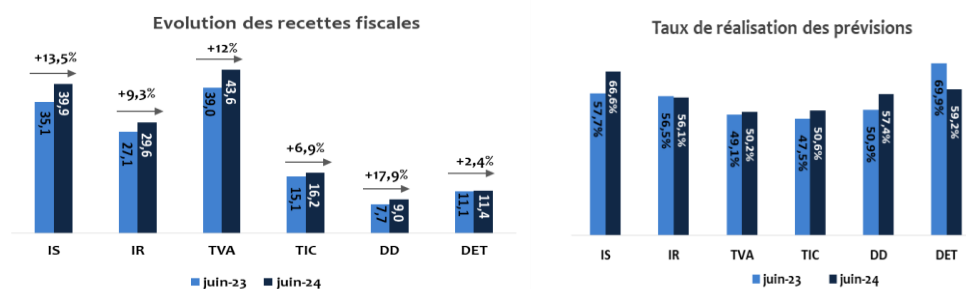
Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- **IS** : taux de réalisation de 66,6% et progression de 4,7 MM.DH (+13,5%), due principalement à l'amélioration des recettes du complément de régularisation (+2,3 MM.DH) et des deux premiers acomptes (+1,3 MM.DH), ainsi que de l'IS retenu à la source sur les placements à revenu fixe, les rémunérations allouées à des tiers et les produits des actions (+1,1 MM.DH) ;
- **IR** : taux de réalisation de 56,1% et hausse de 2,5 MM.DH (+9,3%), reflétant essentiellement une amélioration des recettes générées par l'IR sur les salaires (+1 MM.DH) et sur les profits fonciers (+0,4 MM.DH), ainsi que l'IR retenu à la

source sur les produits de placements à revenu fixe et sur les profits de cession de valeurs mobilières (+0,5 MM.DH).

**TVA** : taux de réalisation de 50,2%. Ces recettes ont progressé de 4,7 MM.DH, grâce au produit aussi bien de la TVA à l'intérieur (+2,9 MM.DH, +23,3% traduisant à la fois la reprise de la consommation et l'impact des mesures introduites par la LF 2024) que de la TVA à l'importation (+1,8 MM.DH, +6,7% en lien avec la reprise des importations) ;

- **Taxes intérieures de consommation** : taux de réalisation de 50,6% et hausse de 1,1 MM.DH (+6,9%), attribuable principalement à une amélioration des TIC sur les produits énergétiques (+0,8 MM.DH, +9,9%) ;
- **Droits de douane** : taux de réalisation de 57,4% et hausse de 1,4 MM.DH (+17,9%) ;
- **Droits d'enregistrement et de timbre** : taux de réalisation de 59,2% et progression de 0,3 MM.DH (+2,4%), grâce à la hausse de la TSAV (+99 M.DH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+78 M.DH) et des droits d'enregistrement (+77 M.DH).



### ... et des recettes en provenance des EEP

Les recettes non fiscales se sont, pour leur part, établies à 11,8 MM.DH contre 12,8 MM.DH à fin juin 2023. Si on exclut le montant de 5 MM.DH réalisé durant le 1<sup>er</sup> semestre 2023 au titre des mécanismes de financement innovants, les autres recettes non fiscales ont marqué une progression de 50,9% ou +4 MM.DH.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics (EEP) se sont chiffrées à 3,9 MM.DH dont 2,5 MM.DH versés par Bank Al-Maghrib et 1 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie.

## DEPENSES

### Augmentation des dépenses ordinaires...

Les dépenses ordinaires ont atteint un montant de 154,5 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 50,3% et une hausse de 6,2 MM.DH par rapport à fin juin 2023. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des dépenses au titre des biens et services de 7,5 MM.DH. Les charges de la compensation ont, pour leur part, marqué une baisse de 1,3 MM.DH. Quant aux intérêts de la dette, ils se sont situés quasiment au même niveau enregistré à fin juin 2023.

L'exécution des dépenses des biens et services est marquée par un taux de réalisation de 48,5% pour les dépenses de personnel et 47,3% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services », en augmentation de 2,4 MM.DH et 5,1 MM.DH, respectivement par rapport à fin juin 2023.

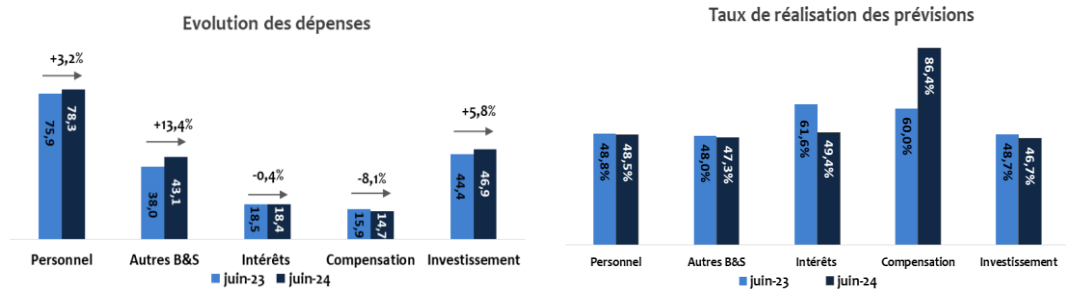
Les intérêts de la dette ont, pour leur part, affiché un taux de réalisation de 49,4%. Leur quasi-stabilité recouvre une hausse des intérêts de la dette extérieure (+1,9 MM.DH) compensée par une baisse de ceux de la dette intérieure (-2 MM.DH).

Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de 86,4%. Elles ont affiché, par rapport à fin juin 2023, une baisse de 1,3 MM.DH provenant du gaz butane (8,4 MM.DH, en recul de 1,1 MM.DH), de la farine nationale de blé tendre (1,1 MM.DH et -1,5 MM.DH), tandis que la charge au titre du sucre a augmenté de 0,8 MM.DH pour ressortir à 3,5 MM.DH. Les subventions accordées aux

professionnels du secteur du transport routier se sont élevées à 1,6 MM.DH, contre 1 MM.DH un an auparavant. Il est à noter qu'une décompensation partielle du gaz butane a été opérée à partir de 20 mai 2024 et a porté sur une réduction de 2,5 DH pour la bonbonne de 3 kg et 10 DH pour la bonbonne de 12 kg.

Ces évolutions des recettes et des dépenses se sont traduites par un solde ordinaire excédentaire de 11,4 MM.DH, contre 3,2 MM.DH un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 46,9 MM.DH, en hausse de 2,6 MM.DH par rapport à fin juin 2023. Comparativement aux prévisions de la LF 2024, leur taux de réalisation s'est élevé à 46,7%.



## COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...**

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de +8,1 MM.DH, contre +13,3 MM.DH à fin juin 2023.

## FINANCEMENT

**Des financements mobilisés principalement sur le marché domestique**

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 3 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de 30,5 MM.DH contre 38,4 MM.DH un an auparavant.

Les mobilisations nettes se sont élevées à 35,6 MM.DH sur le marché domestique et 4,9 MM.DH au titre des emprunts extérieurs.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 100,9 MM.DH et des remboursements en principal pour 65,3 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de 20,8 MM.DH et des amortissements de 15,9 MM.DH.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR  
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	En M.DH					
	Juin	Loi de finances	Juin	Juin 2024 / Juin 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
<b>I - RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>151 601</b>	<b>339 499</b>	<b>165 908</b>	<b>9,4%</b>	<b>14 306</b>	<b>48,9%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)</b>	<b>151 601</b>	<b>334 499</b>	<b>164 208</b>	<b>8,3%</b>	<b>12 606</b>	<b>49,1%</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>136 845</b>	<b>270 797</b>	<b>151 717</b>	<b>10,9%</b>	<b>14 872</b>	<b>56,0%</b>
- Impôts directs	63 979	116 942	71 471	11,7%	7 492	61,1%
- Impôts indirects	54 069	118 851	59 807	10,6%	5 738	50,3%
- Droits de douane	7 651	15 728	9 021	17,9%	1 370	57,4%
- Enregistrement et timbre	11 146	19 276	11 418	2,4%	272	59,2%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>12 774</b>	<b>65 253</b>	<b>11 811</b>	<b>-7,5%</b>	<b>-964</b>	<b>18,1%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	3 053	19 480	3 909	28,0%	856	20,1%
- Autres recettes	9 721	40 773	6 202	-36,2%	-3 520	15,2%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	1 700	-	1 700	34,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>1 982</b>	<b>3 450</b>	<b>2 380</b>	<b>20,1%</b>	<b>398</b>	<b>69,0%</b>
- Fonds de soutien des prix	167	600	233	39,5%	66	38,8%
- Fonds spécial routier	1 815	2 850	2 147	18,3%	332	75,3%
<b>II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST</b>	<b>179 436</b>	<b>401 462</b>	<b>193 375</b>	<b>7,8%</b>	<b>13 939</b>	<b>48,2%</b>
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>148 368</b>	<b>307 031</b>	<b>154 519</b>	<b>4,1%</b>	<b>6 151</b>	<b>50,3%</b>
<b>Biens et services</b>	<b>113 961</b>	<b>252 845</b>	<b>121 467</b>	<b>6,6%</b>	<b>7 505</b>	<b>48,0%</b>
Personnel	75 935	161 623	78 333	3,2%	2 398	48,5%
Autres biens et services	38 026	91 221	43 134	13,4%	5 107	47,3%
<b>Dettes publiques (1)</b>	<b>18 468</b>	<b>37 229</b>	<b>18 400</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-68</b>	<b>49,4%</b>
Intérieure	14 824	26 975	12 865	-13,2%	-1 959	47,7%
Extérieure	3 644	10 254	5 535	51,9%	1 892	54,0%
<b>Compensation (2)</b>	<b>15 939</b>	<b>16 957</b>	<b>14 652</b>	<b>-8,1%</b>	<b>-1 287</b>	<b>86,4%</b>
<b>SOLDE ORDINAIRE</b>	<b>3 233</b>	<b>32 469</b>	<b>11 389</b>	<b>252,2%</b>	<b>8 156</b>	<b>35,1%</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>44 380</b>	<b>100 431</b>	<b>46 938</b>	<b>5,8%</b>	<b>2 558</b>	<b>46,7%</b>
dont Fonds spécial routier	901	2 850	1 251			43,9%
<b>SOLDE DES CST (3)</b>	<b>13 312</b>	<b>6 000</b>	<b>8 082</b>	<b>-39,3%</b>	<b>-5 230</b>	<b>134,7%</b>
<b>DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</b>	<b>-27 835</b>	<b>-61 962</b>	<b>-27 467</b>	<b>-1,3%</b>	<b>368</b>	<b>44,3%</b>
<b>VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE</b>	<b>-10 538</b>		<b>-3 016</b>		<b>7 522</b>	
<b>BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>	<b>-38 373</b>	<b>-61 962</b>	<b>-30 483</b>	<b>-20,6%</b>	<b>7 889</b>	<b>49,2%</b>
<b>FINANCEMENT INTERIEUR</b>	<b>10 387</b>	<b>10 831</b>	<b>25 551</b>		<b>15 165</b>	<b>235,9%</b>
Endettement intérieur	42 153		35 589		-6 564	
Autres opérations	-31 766		-10 038		21 728	
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>27 986</b>	<b>51 131</b>	<b>4 932</b>		<b>-23 054</b>	<b>9,6%</b>
Tirages	33 381	70 000	20 816		-12 565	29,7%
Amortissements	-5 395	-18 869	-15 884		-10 489	84,2%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Jun	Loi de finances	Jun	Jun 2024 / Jun 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>136 845</b>	<b>270 797</b>	<b>151 717</b>	<b>10,9%</b>	<b>14 872</b>	<b>56,0%</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>63 979</b>	<b>116 942</b>	<b>71 471</b>	<b>11,7%</b>	<b>7 492</b>	<b>61,1%</b>
Impôt sur les sociétés (I.S)	35 140	59 918	39 888	13,5%	4 748	66,6%
Impôt sur le revenu ( I.R)	27 078	52 739	29 607	9,3%	2 529	56,1%
Autres impôts directs	1 761	4 286	1 976	12,2%	215	46,1%
<b>Impôts indirects</b>	<b>54 069</b>	<b>118 851</b>	<b>59 807</b>	<b>10,6%</b>	<b>5 738</b>	<b>50,3%</b>
<b>Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)</b>	<b>38 956</b>	<b>86 911</b>	<b>43 644</b>	<b>12,0%</b>	<b>4 688</b>	<b>50,2%</b>
(Intérieure)	12 557	29 403	15 485	23,3%	2 928	52,7%
(Importation)	26 399	57 508	28 159	6,7%	1 760	49,0%
<b>Taxe intérieure de consommation (T.I.C)</b>	<b>15 113</b>	<b>31 940</b>	<b>16 163</b>	<b>6,9%</b>	<b>1 050</b>	<b>50,6%</b>
(Tabacs)	5 975	12 500	5 992	0,3%	17	47,9%
(Produits énergétiques)	7 911	16 640	8 695	9,9%	785	52,3%
(Autres)	1 227	2 800	1 475	20,3%	249	52,7%
<b>Droits de douane (D.D)</b>	<b>7 651</b>	<b>15 728</b>	<b>9 021</b>	<b>17,9%</b>	<b>1 370</b>	<b>57,4%</b>
<b>Enregistrement et timbre (D.E.T)</b>	<b>11 146</b>	<b>19 276</b>	<b>11 418</b>	<b>2,4%</b>	<b>272</b>	<b>59,2%</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b>	<b>12 774</b>	<b>65 253</b>	<b>11 811</b>	<b>-7,5%</b>	<b>-964</b>	<b>18,1%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	3 053	19 480	3 909	28,0%	856	20,1%
- Autres recettes	9 721	40 773	6 202	-36,2%	-3 520	15,2%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	1 700	-	1 700	34,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>1 982</b>	<b>3 450</b>	<b>2 380</b>	<b>20,1%</b>	<b>398</b>	<b>69,0%</b>
Fonds de soutien des prix	167	600	233	39,5%	66	38,8%
Fonds spécial routier	1 815	2 850	2 147	18,3%	332	75,3%
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>151 601</b>	<b>339 499</b>	<b>165 908</b>	<b>9,4%</b>	<b>14 306</b>	<b>48,9%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)</b>	<b>151 601</b>	<b>334 499</b>	<b>164 208</b>	<b>8,3%</b>	<b>12 606</b>	<b>49,1%</b>